

FRUITS ET LÉGUMES

De nouvelles règles pour les marchés de gros

En vue d'assainir les circuits de distribution et garantir la transparence dans la traçabilité des marchandises, une nouvelle réglementation pour les marchés de gros des fruits et légumes est en préparation au niveau du ministère du Commerce.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a annoncé jeudi le ministre du Commerce, Bakhti Bélaïb, précisant que la nouvelle réglementation prévoit l'obligation de facturation. Un projet de décret définissant les modalités de mise en application de cette nouvelle réglementation a été élaboré et soumis au gouvernement, a encore indiqué Bélaïb qui effectuait une visite de travail dans la wilaya d'Alger en compagnie d'Abdelkader Zoukh.

Selon le ministre, l'objectif de ce nouveau dispositif vise à limiter les intermédiaires dans la chaîne de distribution aux seuls producteurs, grossistes et détaillants.

Outre les paysans, la réglementation touchera également les éleveurs et les pêcheurs qui auront l'obligation de recourir à la facturation, a signalé Bakhti Bélaïb. Lors d'une halte au marché de gros des fruits et légumes des Eucalyptus, le ministre a donné des instructions pour aménager des espaces au profit des paysans afin de leur permettre

d'écouler leurs produits directement, insistant sur la nécessité d'effectuer les transactions commerciales à l'intérieur des marchés de gros pour éviter la spéculation. M. Bélaïb a appelé à enrayer le phénomène des commerçants illicites qui représentent, selon la Fédération nationale des grossistes, 60% de l'ensemble des intervenants activant dans ce domaine. Dans le même registre, M. Bélaïb a évoqué la possibilité de plafonner les prix de certains produits en vue de préserver le pouvoir d'achat du citoyen.

Le ministre a rappelé la réalisation de huit marchés entamée par l'entreprise publique Magro dont deux à Aïn Defla et à Sétif seront réceptionnés cette année.

Le ministre a procédé, à l'occasion de cette visite, à l'inauguration des marchés de proximité à Kouba, Mohammadia et à la place du 1^{er}-Mai. Il a également visité le Centre national d'essais à la nouvelle ville de Sidi Abdallah, le laboratoire régional de contrôle de la qualité et de répression de la frau-

de et le port sec de Rouiba. Le ministre a par ailleurs réaffirmé l'engagement du gouvernement à subventionner les prix des produits de base (pain, sucre, huile, lait). A propos de la hausse des prix du ciment et du rond à béton après l'entrée en vigueur des licences d'importation, le ministre a estimé que le marché devrait «se stabiliser» grâce aux stocks «considérables» importés avant l'entrée en vigueur de ce dispositif. «Nous allons faire en sorte que ces quantités soient commercialisées pour faire face à la spéculation et assurer la stabilité des prix», a-t-il précisé.

Y. D.



Bakhti Bélaïb en visite de travail dans la wilaya d'Alger.

Photo : New Press.

DÉLOCALISATION DU MARCHÉ DE GROS DE SEMMAR

L'UGCAA rejette une première proposition de site

L'espace proposé par la Wilaya pour abriter le marché de gros des produits agro-alimentaires, situé dans la localité d'Aïn Melha (Birkhadem), a été rejeté par l'Union des commerçants et artisans algériens (UGCAA), en raison du fait que la superficie de l'assiette foncière estimée à 10 ha et sa situation en pleine agglomération «ne conviennent pas à cet usage». L'espace proposé par la Wilaya est destiné à abriter le marché de gros des produits agro-alimentaires qui se trouve actuellement à Gué-de-Constantine (ex-Semmar). «Nous voulons un mar-

ché qui unit tous les commerçants. La superficie de l'assiette foncière doit dépasser les 40 hectares avec ouverture directe sur l'autoroute», a insisté Salah Souilah, SG de l'UGCAA qui était aux côtés du ministre du Commerce.

Ce dernier a convenu avec le ministre du Commerce de visiter un autre site dans la wilaya de Boumerdès pouvant accueillir le plus grand marché de gros des produits alimentaires en Algérie (800 commerçants).

Y. D.

TRAFIC DE MARCHANDISES

Les gendarmes de Boumerdès traquent les Chinois dans les couloirs douaniers verts

Dans la rubrique de la criminalité du bilan 2015 des activités du groupement de la Gendarmerie nationale de Boumerdès qu'a présenté, ce jeudi, le lieutenant-colonel Lazrag Bekkouche, chef d'état-major de ce groupe, le commandant Houari Saïdani, chef de la police judiciaire du groupement, a repris les deux grandes affaires de trafic de marchandises mettant en cause des Chinois.

Les deux affaires ont été, rappelez-le, relatées en exclusivité dans les colonnes du *Soir d'Algérie* du 15 juin et 7 décembre 2015. Il y a lieu de rappeler, en outre, que la plus importante affaire a été dévoilée, en premier lieu par la Direction du commerce de la wilaya de Boumerdès (DCWB) avant que les limiers de la GN ne prennent le relais. Dans les deux affaires, 13 ressortissants chinois (11 mandats de dépôt), 2 Maliens et 1 Algérien ont été arrêtés précise le bilan des services du commandant Saïdani.

Il est aussi question de la saisie, dans les deux dossiers, de 1 366 272 pétards et autres fumigènes, 13 579 bouteilles d'alcool chinois et 20 kilogrammes d'ivoire.

Ces marchandises sont évaluées à plusieurs milliards de centimes.

Les gendarmes ont, par ailleurs, saisi des sommes en numéraires en dinars algériens (15 075 300), en euros (131) et en dollars (1 575).

Pour leur part, les inspecteurs de la DCWB avaient mis, à l'époque, sous scellés, des marchandises importées frauduleusement par deux sociétés appartenant à des Chinois, les Sarl Zenwei Kessing Faw et Yachang, travaillant pour le compte du projet de la Grande Mosquée d'Alger.

Dans l'inventaire des marchandises saisies par les inspecteurs du commerce, il est question de 69 articles dont de l'outillage, du matériel électrique, des machines et des fournitures de bureau évaluées à 55 233 663,01 dinars.

La ministre de l'Education nationale a décidé de la révision du calendrier des examens nationaux. Le bac et le BEM se dérouleront avant le mois de Ramadhan, comme revendiqué par les élèves. Cette concession est une exception pour 2016, affirment les syndicats du secteur. Le Ramadhan, expliquent-ils, interviendra un peu plus tôt les prochaines années et les programmes ne seront pas finalisés avant cette date.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Non, les examens de fin de cycle avant le Ramadhan ne seront pas une règle. «La concession» faite cette année par le ministère de l'Education nationale est une exception pour les examens nationaux de 2016, affirment les syndicats du secteur. Mme Benghebrat qui annonçait la nouvelle de la révision du calendrier national des examens nationaux a expliqué avoir répondu à une demande des élèves. Ces derniers se plaignaient de passer des examens de fin de cycle

Quelque temps après ce scandale, les Chinois avaient fait courir le bruit disant que cette affaire a été déclenchée à l'instigation de Amara Beyounès, en poste à la tête du ministère du Commerce, qui était contre la construction de la Grande Mosquée d'Alger.

Au cours de la discussion, le commandant Saïdani nous a confié que ces délinquants ont utilisé le privilège du couloir vert consenti par la Douane algérienne aux importateurs pour faire passer illégalement ces marchandises. Ceci dit, les gendarmes de

Boumerdès n'ont pas résolu que ces deux affaires. En 2015, les services de la police judiciaire ont ouvert, 2 047 dossiers (1 941 délictueux et 106 criminels) et arrêté 1 054 personnes. 485 suspects ont été placés sous mandat de dépôt par la justice. Dans 2 047 dossiers, 591 (41,73%) concernent des agressions contre les personnes notamment les CBV (coups et blessures volontaires), 339 cas, homicides involontaires (41cas), blessures involontaires (57 cas) ou des menaces écrites ou verbales (57 cas).

Dans la rubrique des agressions contre les biens d'autrui (669 dossiers), les gendarmes de Boumerdès ont enregistré particulièrement 518 plaintes pour vol ou tentatives de vol, 94 autres plaintes pour destruction des biens d'autrui et 15 pour agression contre les biens publics.

Au cours de l'année, 138 individus ont été arrêtés pour crime organisé et 183 personnes impliquées dans 96 affaires de trafic de drogue (48,481 kg) et 8 696 comprimés psychotropes.

Abachi L.

BAC ET BEM AVANT LE RAMADHAN

2016 sera une exception

en plein mois de Ramadhan. Selon elle, l'année s'étant déroulée dans un climat propice, les programmes seront donc finalisés à temps. S'agit-il d'une exception ? Nouria Benghebrat, sans être affirmative, a répondu que la chose est faisable même l'année prochaine si l'on procède, entre autre, à l'avancement de la rentrée scolaire. Une hypothèse que rejettent cependant les différents syndicats de son secteur. D'ailleurs, certains dénoncent un tel chamboulement pour des raisons «infondées».

«Cette année nous l'avons fait mais il ne faut pas satisfaire les caprices des élèves à chaque fois» a indiqué Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest (Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique). Preuve à l'appui, il a expliqué que techniquement un tel chamboulement est impossible pour l'année prochaine, ni même pour celle d'après. En 2017, dit-il, le mois de Ramadhan interviendra le 27 mai et en 2018 le 20 mai. Les dates des examens ne peuvent donc pas, assure-t-il, être fixées avant ces dates. Et en raison des grandes chaleurs dans le sud, poursuit-il, la rentrée ne peut pas être

avancée non plus. Même son de cloche du côté du Cnapest (Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique). «C'est une exception pour 2016» réitère Messaoud Boudiba, chargé de communication au niveau du syndicat. Le problème, soulève le syndicaliste, ce n'est pas le mois de Ramadhan. Le calendrier des examens nationaux, dit-il, a été «mal conçu» depuis le début. C'est pourquoi, souligne Boudiba, le Cnapest a participé à la commission chargée de faire cette révision. Selon lui, faire la même chose les prochaines années est «impossible» et l'année scolaire ne peut pas être avancée pour espérer la finalisation des programmes. Pour rappel, la commission chargée de la révision du calendrier des examens a décidé que le bac se déroulera du 29 mai au 2 juin, le BEM du 24 au 26 mai et la 5^e, le 22 mai.

Le ministère de l'Education nationale qui devrait valider ces dates ne s'est pas encore exprimé officiellement. Initialement, le bac devait se dérouler entre le 12 et le 18 juin et le BEM entre le 7 et le 9 juin.

S. A.